

Jour du Commonwealth

résolution reflétant un consensus national. Notre gouvernement se fonde sur le consensus et la consultation. En conséquence, je ne suis pas prêt à accepter la proposition qui nous est présentée aujourd'hui.

Des voix: Oh, oh!

* * *

LE JOUR DU COMMONWEALTH

LA CÉLÉBRATION DE L'ANNIVERSAIRE

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le Canada et les autres États membres du Commonwealth célèbrent aujourd'hui le Jour du Commonwealth. Ce sont les Canadiens qui ont proposé, il y a dix ans, lors de la réunion des chefs d'État des pays du Commonwealth en Jamaïque, de fêter une fois l'an notre adhésion à cette organisation unique en son genre. Il a été convenu de faire du deuxième lundi de mars non pas un jour férié, mais bien une journée au cours de laquelle la plupart des écoliers participeraient à des projets spéciaux leur permettant de mieux comprendre les buts du Commonwealth, dont la survie dépend de l'intérêt que lui portent tous nos concitoyens certes, mais surtout les jeunes Canadiens, et de leur participation.

[Français]

Cette année a été déclarée l'Année internationale de la jeunesse par les Nations Unies. Pour sa part, le Commonwealth prévoit organiser un certain nombre de manifestations spatiales dont la principale sera une réunion de jeunes gens de tous les pays du Commonwealth qui viendront à Ottawa en juin pour discuter des défis des années 1980.

D'autre part, le nombre de bourses du Commonwealth octroyées par le Canada est passé, cette année, de 300 à 500. Depuis la création de ce programme en 1959, qui avait d'abord été proposé par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures de l'époque, M. Sidney Smith, plus de 20,000 étudiants du Commonwealth ont pu profiter de ces bourses.

Le Canada demeure convaincu de l'utilité de ce programme et d'autres programmes de formation parce qu'il croit que la jeunesse du Commonwealth est l'élément vital qui permettra à cette Association de grande valeur de demeurer florissante.

[Traduction]

Nous vivons à une époque où les attitudes se durcissent, où les disparités économiques s'accroissent et le nationalisme culturel s'affirme de plus en plus, et pourtant, l'association du Commonwealth surmonte tous ces obstacles. Ses 49 membres représentent tous les éléments géographiques, politiques, économiques et sociaux de la planète. Ces États ont néanmoins bien des choses en commun, notamment une langue de travail commune, le patrimoine de la *common law* et des traditions parlementaires et, le plus important, la tradition d'une approche directe et pragmatique des problèmes. On a désigné la deuxième moitié du siècle comme l'ère de la négociation, mais les rapports multilatéraux traversent en ce moment une crise. Grâce à ses qualités particulières, nous pensons que le Commonwealth peut servir d'exemple à d'autres organismes internationaux.

Il convient donc, monsieur le Président, de célébrer cette famille exceptionnelle de nations et de réaffirmer l'engagement du Canada à l'égard de l'avenir du Commonwealth.

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (Saint-Maurice): Monsieur le Président, je me joins au très honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada (M. Clark) pour souligner cet anniversaire important pour le Canada.

[Traduction]

Monsieur le Président, tout le monde sait que le Commonwealth est une association plutôt exceptionnelle. Elle est formée de peuples dont la culture, la langue et l'orientation politique sont différentes, mais quand nous nous réunissons à la conférence, nous nous sentons unis par des liens de fraternité. C'est une autre tribune où nous pouvons jouer un rôle différent.

Je suis heureux d'entendre le très honorable ministre dire que le Commonwealth est une association de grande valeur, car le Canada ne devrait pas se prendre plus ou moins pour le 51^e État américain. Je profite de cette occasion pour rappeler au ministre un incident assez désagréable qui est survenu à Londres l'autre jour: devant des invités britanniques, un de ses collègues a porté un toast aux États-Unis en même temps qu'on en portait un au Commonwealth. Nous appartenons au Commonwealth et nous devons garder notre place dans le monde sans trop nous rapprocher des États-Unis, au risque d'ainsi perdre des traditions comme notre appartenance au Commonwealth et notre affinité avec les pays francophones. Il importe que le Canada continue de jouer le rôle qui lui revient sur la scène internationale.

A mon grand plaisir, le ministre en a profité pour signaler que cette organisation permet à des étudiants du Commonwealth de venir poursuivre leurs études au Canada. C'est à leur avantage, bien sûr, mais nous aussi en bénéficions, car ils parlent du Canada en connaissance de cause en rentrant chez eux. Souvent, ils deviennent chefs de ces pays-là, ce qui leur permet de nouer plus facilement des liens politiques, sociaux et économiques avec le Canada.

• (1520)

Je sais gré au très honorable ministre d'avoir fait une déclaration à la Chambre, car cela se produit très rarement. Son collègue a donné une conférence de presse privée à son ministère à 13 h 30 aujourd'hui au sujet d'importants engagements dans le domaine de la défense nationale. Cette déclaration n'ayant pas été faite à la Chambre, nous n'avons pas eu l'occasion de nous prononcer au sujet des 100 millions de plus que le gouvernement va dépenser pour la défense nationale en Europe. Il est tout à fait inopportun que le ministre annonce des dépenses supplémentaires pour la défense en Europe le jour même où s'engagent les négociations sur le désarmement. A mon sens, le moment est mal choisi pour accroître les dépenses consacrées aux armements, quand les nations commencent à parler de désarmement. J'en reparlerai à une autre occasion. Je me contente de dire au ministre que nous aurions préféré entendre à la Chambre une déclaration relative à la défense nationale et aux affaires extérieures.